**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:**  Côte d'Ivoire

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :** ANNUEL

**ANNEE DE RAPPORT:**  Janvier à Décembre 2020

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet:**   Appui au processus démocratique et de consolidation de la paix en Côte d’Ivoire  **Numéro Projet / MPTF Gateway:**   00112179 | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** | **Type et nom d'agence récipiendaire:**  **RUNO** PNUD**(Agence coordinatrice)**   RUNO  ONU-FEMMES |
| **Date du premier transfert de fonds:**   '10/09/2018  **Date de fin de projet:**  33 mois (30 Juin 2021)  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre? 33 mois (30 Juin 2021)** | |
| **Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**  **Agence récipiendaire Budget**   PNUD  $ 1275000.00   ONU-FEMMES  $ 425000.00      $      $  Total: $  1700000  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 92%  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgetisation sensible au genre:**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes:  719 040,40  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu'à maintenant pour les activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes:  80 000 | |
| **Marquer de genre du projet:**  Les trois résultats stratégiques du projet prennent en compte les besoins différenciés entre les hommes et les femmes afin d’apporter une contribution significative à l’égalité entre les sexes. Le résultat 3 du projet est spécifiquement dédié à l’égalité  **Marquer de risque du projet:**  1  **Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area »):**  2.2 | |
| **Préparation du rapport:**  Rapport préparé par:  Arsène Assandé, Programme Manager  Rapport approuvé par:  Giscard Kouassi, Spécialiste Programme Gouvernance  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

*Le Projet d’Appui au Processus Démocratique et de Consolidation de la Paix en Côte d’Ivoire est une initiative conjointe du PNUD et d’ONUFEMMES qui avait une durée initiale de 18 mois (Septembre 2018 - mars 2020) a bénéficié d'un extension avec coût et avec une nouvelle date de fin prolongé jusqu'au 30 juin 2021.  
En effet, le projet initial a démarré depuis le 10 septembre 2018 et devrait s’achever au 30 mars 2020. Une première révision portant sur une extension sans coût de 6 mois à partir du 31 mars 2020, avait permis d’étendre la date de fin du projet au 30 septembre 2020. Une seconde révision portant sur une extension de 9 mois jusqu’au 30 juin 2021 avec un budget additionnel de 500,000.00$US devant permettre aux agences récipiendaires d’accompagner le processus électoral de 2020 pour lequel les enjeux restent très déterminants pour la consolidation de la gouvernance démocratique et la paix en Côte d’Ivoire.  
Le processus d'évaluation finale de la première phase du projet a été entamé mais a connu un retard en raison des restrictions liées à la COVID 19 qui n'ont pas permis au Consultant Evaluateur d'engager dans les délais, les consultations avec l'ensemble des parties prenantes au projet.  
La pandémie a également impacté fortement la mise en œuvre des activités du projet qui sont essentiellement des activités de masses non autorisées durant toute la période allant de mars à juin 2020; ce qui a nécessité des ajustements dans la programmation d'ensemble.*

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

*Conformément aux conclusions de la NAM et en complément aux activités du Projet d’Appui aux Élections en Côte d’Ivoire, certains appuis planifiés dans le cadre de la 2ème phase du projet n'ont pas pu être exécutés dans leur entièreté compte tenu du contexte sociopolitique délétère marqué par la rupture totale du dialogue politique entre les principaux acteurs. Les prochains mois seront consacrés à la mise en œuvre desdites activités qui portent sur:  
- Appui à l’organisation de rencontre de haut niveau UN/AU/ECOWAS pour engager des acteurs spécifiques de haut niveau autour des points d'achoppement de la crise post électorale;   
- Appuis aux prochaines élections législatives en tenant compte des recommandations de l’évaluation finale de la 1ère phase du projet;  
- Poursuite des formations et des appuis aux mouvements de jeunes et de femmes affiliés aux partis politiques pour favoriser leur participation et leur implication dans le dialogue sociopolitique pour un environnement apaisé.*

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n'est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l'objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

*L'un des acquis majeur du projet porte sur l'adoption de la loi sur le quota pour une meilleure représentativité des femmes dans les assemblées élues par l'Assemblée Nationale grâce aux sensibilisations et plaidoyers conduits à l'endroit des parlementaires et à l'appui accordé au Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant. De plus, la stratégie Genre de la CEI pour assurer une prise en compte du genre par les organismes de gestion des élections a été élaborée et validée par ladite commission.  
En outre, dans le cadre du projet, un accent a été mis sur la sensibilisation des jeunes filles et leur implication dans le processus démocratique à travers une réduction de la violence à l’égard des femmes en politique. Plus de 500 jeunes filles ont bénéficié de sensibilisation sur la problématique et peuvent désormais conduire des échanges sur leur implication dans le processus de paix. Les initiatives développées dans le cadre du projet de lutte contre les discours de haine en lien avec ce projet, ont pris en compte la sensibilisation de la jeunesse pour des élections apaisées. C'est le cas des messages relayés par les jeunes bloggueurs formés sur les fake news ainsi que la diffusion des PAD et des spots radios.*

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

*En étroite collaboration avec le NDI, le projet a permis l’installation de 6 nouvelles antennes locales des CIED (Concertations Interpartis pour des Elections Démocratiques) dans les localités de Bondoukou, Abengourou, Bonoua, Daoukro, Dabou et Agboville, qui constituent de véritables cadres d’échanges entre les acteurs politiques au niveau local. A ce titre, les CIED se réunissent régulièrement pour échanger sur l’état de la cohésion sociale en lien avec le contexte politique de leurs localités. Elles participent également aux émissions radiophoniques portant sur les thématiques de la culture démocratique. A Béoumi, les deux factions du Front Populaire Ivoirien (FPI), le parti politique de l’ex-Président de la république Laurent Gbagbo, étaient farouchement opposées si bien que les représentants de ces deux tendances (tendance Laurent Gbagbo contre la tendance Affi N’Guessan) s’agressaient verbalement. Cette situation s’est nettement améliorée avec les médiations de la CIED locale qui ont permis la mise en place du cadre d’échange local suivi de renforcements de capacités des membres . La CIED s’est fortement engagée à prévenir les conflits nés de la politique à travers un programme de sensibilisation et de formation des populations locales afin d’éviter les conflits intercommunautaires comme ce fut le cas en mai 2019 dans la localité. Lors des élections présidentielles, les CIED en lien avec les leaders communautaires ont sensibilisé les populations sur la nécessité de maintenir un climat de paix à travers des réunions et des émissions radiophoniques. A Gagnoa par exemple, ce dispositif a permis de lutter contre les nombreuses rumeurs d'attaque entre les communautés dans la ville.*

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s'agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:** Les acteurs politiques, les jeunes et les femmes notamment des partis politiques et les autres parties prenantes au processus électoral sont engagés dans le dialogue politique pour des élections locales apaisées

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:-

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Dans le cadre d’une mission de haut niveau UN/AU/ECOWAS pour engager des acteurs spécifiques de haut niveau autour des points d'achoppement du processus électoral, le projet a contribué à la bonne tenue des différentes rencontres (réservation et paiement des salles de réunion, de la restauration des équipes, etc.). Ce qui a permis à la mission conjointe UNOWAS, UA et CEDEAO, de tenir ses consultations avec l’ensemble des parties prenantes du processus électoral et d’organiser un atelier dans le but de contribuer à la tenue d’une élection présidentielle apaisée. Cette mission de haut niveau s’est tenue du 20 au 26 septembre 2020 après la présence effective du SRSG Monsieur Mohamed Ibn Chambas, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel. Cette première mission a suscité une seconde mission qui a eu lieu durant la semaine électorale du 31 octobre 2020.  
De plus, en étroite collaboration avec le National Democratic Institute (NDI), ce sont six (6) nouvelles CIED qui ont été installées dans les localités de Bondoukou, Abengourou, Bonoua, Daoukro, Dabou et Agboville. Ces localités disposent donc désormais de cadres d’échanges qui mobilisent les représentants des partis politiques au niveau local afin de lutter contre la violence et les discours de haine en période électorale.  
Il faut souligner que les CIED locales installées ont bénéficié d’une sensibilisation sur le code de bonne conduite des partis et groupements politiques pour les élections. Pour mener à bien leurs activités, ces nouvelles antennes ont élaboré des plans d’actions visant à favoriser le dialogue interpartis et à prévenir les violences électorales.  
Ces différentes missions d’installation des nouvelles CIED se sont tenues dans la période du 08 au 16 septembre 2020 dans ces localités considérées comme à risques de violences en période électorale, eut égard aux derniers remous sociaux en lien avec la candidature du Président Ouattara à un troisième mandat. Les réunions régulières entre les membres de la CIED ont permis de lutter contre les rumeurs d'attaque ventilées dans les localités  
En outre, le Code de Bonne Conduite des Partis Politiques a été mis à jour avec l’appui technique et financier de NDI et en collaboration avec la CIED et ses sections déconcentrées au niveau local. La vulgarisation de ce code s'est déroulée dans 13 localités reparties sur 2 axes que sont :Bouake - Béoumi - Sakassou - Korhogo - Tengrela - Ouangolo - Mbengue, Man - Duékoué - Bloléquin - Guiglo - Gagnoa – Lakota.  
En outre, à travers le partenariat avec le National Democratic Institute (NDI), 41 stations de radio ont diffusé des spots radios de 40 secondes et des sketchs d'une minute promouvant le dialogue politique et la tolérance, pour un total de 1 886 fois au cours du mois de janvier.  
Les spots ont été produits en français et dans plusieurs autres langues locales dont le Baoulé, le Bété, le Dida, le Dioula, le Guéré, le nouchi, le Yacouba et le Sénoufo

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Dans les différents bureaux exécutifs mis en place dans les six nouvelles localités, la composition est de 4 femmes sur les 10 membres du bureau, soit un niveau de représentation des femmes de 40%. La présence des femmes au sein de ces cadres d’échanges permet de mettre en évidence les problèmes auxquels les femmes sont confrontées en période électorale mais également d’accroître leur rôle et leur participation dans le débat politique au sein de leur localité.

**Résultat 2:**Les risques de violences liées au processus et à l’environnement électoral sont réduits à travers la mise en place d’un système d’alerte rapide, flexible et réactif avec l’implication des organisations de jeunes et de femmes pour des élections apaisées.

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:on track with significant peacebuilding results

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

La forte implication des acteurs de la société civile et les actions de sensibilisation aident à réduire significativement les risques de violences. En effet, bien que les positions politiques attisent les tensions au sein des communautés, les actions de sensibilisation initiées avec l’appui des organisations de la société civile contribuent fortement à éviter la violence dans les zones connues pour leur fragilité notamment la zone ouest. Dans cette dynamique et en étroite collaboration avec le Projet d’Appui au Cycle Electoral (PACE) du PNUD, 6 ONG notamment : PAOJ-CI (Worodougou), ODAFEM (Tonkpi), LIDHO (San Pedro), AFJ-CI (DISTRICT AUTONOME D'ABIDJAN ZONE 2), RAIDH (Poro) et MIDH (Gôh), ont été mobilisées pour conduire des campagnes de sensibilisation de proximité dans les régions ciblées pour une plus grande mobilisation et implication des différentes communautés à la tenue d’élections apaisées. Ces campagnes ont été conduites sur une durée d’un mois avant le démarrage effectif de la campagne électorale. Les localités visitées n'ont pas enregistrées de violences électorales.  
De plus, un partenariat a été établi avec la Plateforme des Femmes et des Jeunes pour la Paix, la Démocratie et la Gouvernance (2PFJ) qui a permis de conduire une campagne de sensibilisations des leaders d’organisations estudiantines, des jeunes leaders d’organisation de la société civile, des étudiants et de la population jeune sur le thème : « Education à la citoyenneté démocratique et à la non-violence pour une période pré-électorale, électorale et post-électorale apaisée ». Cette caravane a permis de contribuer au respect des principes démocratiques et au rejet de la violence pour des élections apaisées en Côte d’Ivoire à l’occasion des élections présidentielles de 2020 à travers un engagement ferme de tous les acteurs locaux pour le maintien d'un climat apaisé. Il s'est agit pour la Plateforme Panafricaine des Femmes et des Jeunes pour la paix, la démocratie et la bonne gouvernance en collaboration avec la Conférence des Clubs Paix des Universités et Grandes Ecoles de Côte d’Ivoire de sensibiliser les jeunes à la veille des élections présidentielles du 31 Octobre 2020 à la non-violence, au processus électoral, à la communication non violente, en vue des élections apaisées.  
Cette caravane a consisté aussi en des actions de sensibilisation de masse, de table ronde avec pour parties prenantes, les autorités administratives, les guides religieux, les chefs communautaires, les jeunes et les femmes dans les six (6) Universités publiques de Côte d’Ivoire :  
• Université Félix Houphouet Boigny de Cocody  
• Université Nagui Abrogoa à Abobo  
• Université Alassane Ouattara de Bouaké  
• Université Lorougnon Guédé de Daloa  
• Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo  
Cette caravane aura contribué à assurer une veille continue dans ces sites sensibles que sont les universités qui ont privilégié la paix et le dialogue dans la période électorale marquée par la propagation de fake news

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les campagnes de sensibilisation de proximité dans les régions ciblées pour une plus grande mobilisation et implication des différentes communautés à la tenue d’élections apaisées ont permis de contribuer à de nombreux jeunes et femmes dans le processus. D’une manière générale, le projet a contribué à une participation plus importante des femmes au processus ainsi qu’un renforcement du rôle de la société civile notamment les OSC engagées dans la promotion du genre à travers une plateforme de veille, l’éducation civique, la formation à la médiation, ainsi que l’instauration d’une plateforme de dialogue des jeunes et des organisations féminines.

**Résultat 3:**La participation des femmes dans le processus électoral et leur représentativité dans les assemblées élues sont améliorées

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:on track with significant peacebuilding results

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

1. Mise en place d’un cadre de concertation entre les femmes des différents partis politique ainsi que des femmes leaders connues de la société ivoirienne. Ce cadre, instaure en juin 2019, a permis de mettre en place un pool de femmes qui organisent de façon récurrente de séances d’échanges et de dialogue permanent entre elles. C’est d’ailleurs dans ce contexte qu’a lieu la mission mission FemWise d’appui au dialogue des femmes leaders des partis politiques pour l’implication des femmes des élections apaisées en Côte d’Ivoire en octobre 2020. Par ailleurs, à travers ce projet, il est à noter que ce pool de femme, constitué en comité de suivi, est très actif pour l’implication du genre dans le processus électoral. La voix de ces femmes a été entendu dans ce contexte électoral tendu à travers une déclaration produite après plusieurs travaux de réflexions sur la situation socio-politique pré-électorale.  
  
2. A la suite du lancement de la pépinière des jeunes filles en politique depuis octobre 2019 dans le cadre de ce projet, une bonne cohorte de jeunes filles issues de cinquante (50) organisations s’implique effectivement dans les questions de participation politique et de consolidation de la paix. Au cours des élections présidentielles d’octobre 2020 cette pépinière des jeunes filles organisée en plateforme a conduit des activités de renforcement de capacités des jeunes leaders dans seize (16) localités de la Cote d’Ivoire pour favoriser l’éducation des femmes et des jeunes a la culture politique, a la participation politique et à la culture de la paix ainsi que des sensibilisations de masse. Cette plateforme de jeunes filles pépinières dispose présentement de 167 relais communautaires après les formations sur le civisme et la citoyenneté, le cycle électoral, les violences Électorales et Violences à l’égard des Femmes dans les Élections (VEFE) et sur les fakes news pour contribuer à la tenue d’élections inclusives et apaisées. Dans cette période électorale, ces relais constituent des points focaux dans les différentes zones de l’intérieur du pays (16 localités) et Abidjan pour des remontées d’informations en temps réel.  
  
3. En termes de progrès, surtout au niveau du cadre juridiques, le projet de lois adopté en octobre 2019 est un progrès notable. Loi qui recommande 30% de femmes dans les assembles élues et dans les instances de prise de décisions. Pour assurer la mise en œuvre de la loi sur le quota, l’édition de la stratégie genre et sa présentation officielle au président de la CEI et à la ministre de la femme, de la famille et de l’enfant ont été faites. C’est également le lieu de rappeler que les agents de la CEI ont été formes sur la question de la prise en compte du genre dans le processus électoral et dans la mise en œuvre de la stratégie genre.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

L’égalité entre les sexes et la réactivité des besoins des jeunes ont été assurées à travers :   
Le renforcement des capacités des jeunes à travers la Plateforme des Organisations de Jeunesse pour l’Affirmation de la Femme en Côte d’Ivoire (POJAF-CI) qui est un réseau d’organisations de jeunesse qui milite pour la promotion du genre, le leadership et la participation de la Femme en Côte d’Ivoire. En prélude aux élections, Ce réseau a eu à conduire des activités de sensibilisations à la paix d’une part, et a invité les jeunes filles à s’implication davantage dans les processus de paix d’autre part. Elle est composée de cinquante (50) organisations de jeunesse composées de jeunes filles et de jeunes garçons « heforshe ». L’implication de ces jeunes garçons dans cette plateforme est une réponse et un signe d’espoir pour la question de la masculinité positive. Il a également permis au renforcement des capacités les hommes des médias à œuvrer pour une couverture électorale sensible au genre

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:-

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

-

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

-

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)  *En étroite collaboration avec le NDI, plusieurs missions de mise en place et de suivi ont été conduites dans les six (6) nouvelles CIED qui ont été installées dans les localités de Bondoukou, Abengourou, Bonoua, Daoukro, Dabou et Agboville.  Des missions de vulgarisations se sont également déroulés dans 13 localités reparties sur 2 axes que sont : Axe 1 Bouake - Béoumi - Sakassou - Korhogo - Tengrela - Ouangolo - Mbengue / Axe 2 : Man - Duékoué - Bloléquin - Guiglo - Gagnoa – Lakota. Une réunion de lancement des activités avec les ONGs partenaires a permis de définir le contexte d'interventions et de mettre un accent particulier sur les vecteurs de tensions notamment les rumeurs et toutes autres fausses informations qui pourraient créer des affrontements intercommunautaires. Pour ce faire, les plans opérationnels ont été revisités en vue de permettre aux ONGs d'affiner leurs stratégies d'intervention.* | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Oui  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? Oui |
| **Evaluation:** Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?  Oui | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 10000  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*:  'N/A |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($): |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Le Consultant National commis pour l’évaluation de la première phase du projet a entamé ses consultations et interviews au cours de ce semestre. Ce qui a permet au Comité d’Experts en charge du suivi de l’évaluation de valider son rapport de démarrage et son chronogramme de consultation. Après les différents échanges avec les partenaires d’exécution, notamment les ONG, la CEI, le Ministère de la Femme, celui de la Solidarité et de la Cohésion Sociale et les agences de mise en œuvre du projet, le Consultant a soumis son rapport provisoire qui est en cours d’examen. Il importe cependant de signaler que ce processus d’évaluation de la première phase du projet connait un grand retard en raison de la situation liée à la Covid-19 et de certaines lenteurs du Consultant dans le respect des délais de transmission des rapports d’étape tel que décrit dans son chronogramme validé. L’Analyste Suivi&Evaluation du PNUD a sollicité donc un nouvel agenda afin d’accélérer la finalisation de cette évaluation. |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$ -

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

 -

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

☒ Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

☐ Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

☒ Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

☐ Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

☐ Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

Autres (veuillez préciser):  -

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

 -

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d'indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l'indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  Les acteurs politiques, les jeunes et les femmes notamment des partis politiques et les autres parties prenantes au processus électoral sont engagés dans le dialogue politique pour des élections locales apaisées | Indicateur 1.1  Pourcentage des acteurs politiques, des jeunes et des femmes ayant confiance au processus électoral | AD | Au moins 50% des acteurs politiques des jeunes et des femmes ont confiance au processus électoral | - 2020: 50 |  |  |
| Indicateur 1.2  Proportion des parties politiques ayant adhéré au code de bonne conduite qui se conforment effectivement à ses règles avant et pendant les élections et après la proclamation des résultats | 20% des parties politiques | 75 % des parties politiques | - 2020: 75 | Une enquête de perception à la fin du projet permettra de déterminer ce % (chiffre clé:0) |  |
| Indicateur 1.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.1  Une plateforme multipartite de dialogue est mise en place et fonctionnelle | Indicateur 1.1.1  Nombre de rencontres périodiques organisées par la plateforme | 0 | 6 | - 2020: 6 | Mise en place des antennes locales de la CIED dans les localités de Gagnoa, Lakota et Béoumi. (chiffre clé:9) |  |
| Indicateur 1.1.2  Nombre d’acteurs politiques et membres d’OSC qui ont leurs capacités renforcées en matière de dialogue politique | 75 acteurs des partis politiques et des membres des OSC formés | Au moins 5 leaders par parti politique, OSC formés | - 2020: 150 | 427 acteurs politiques et membres d'OSC formés (chiffre clé:427) |  |
| Indicateur 1.1.3  Proportion des parties politiques ayant adhéré au code de bonne conduite | 20% | 80 % des parties politiques | - 2020: 80 |  |  |
| Produit 1.2  Les partenaires nationaux sont appuyés pour promouvoir une image positive et non violente du processus électoral | Indicateur 1.2.1  Nombre de dialogues initiés par les leaders religieux et communautaires | 0 | Au moins 25 dialogues initiés | - 2020: 25 | (chiffre clé:23) |  |
| Indicateur 1.2.2  Nombre de campagnes de sensibilisation et de dialogue sur des élections sans violences menées par les partenaires nationaux | 17 campagnes au niveau local pour des élections non violentes organisées par les OSC | Au moins une campagne dans chaque localité cible du projet (25 campagnes) | - 2020: 25 | (chiffre clé:160) |  |
| Indicateur 1.2.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.3  La capacité des jeunes et des femmes des partis politiques est renforcée en matière d’élections et de paix | Indicateur 1.3.1  Nombre de jeunes (par sexe) capable d’utiliser l’outils BRIDGE | 30 membres de 7 OSC de la Plateforme des jeunes et des femmes formés BRIDGE | 100 jeunes pairs formateurs dont 50 femmes | - 2020: 100 | (chiffre clé:75) |  |
| Indicateur 1.3.2  Nombre de causeries-débats et de sensibilisations de proximité initié par la plateforme des clubs de paix | 7 causeries débats organisés par les Club de paix opérationnels dans les universités et grandes écoles | Au moins 4 causeries-débats et de sensibilisations de proximité organisées par chaque club de paix soit 11 causeries en valeur cumulée | - 2020: 11 |  |  |
| Indicateur 1.3.3  Nombre de jeunes affiliés aux partis politiques en matière de dialogue et actions non violentes | 00 | Au moins 100 jeunes dont 50 femmes | - 2020: 100 |  |  |
| Produit 1.4 | Indicateur 1.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.4.3 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 2**  Les risques de violences liées au processus et à l’environnement électoral sont réduits à travers la mise en place d’un système d’alerte rapide, flexible et réactif avec l’implication des organisations de jeunes et de femmes pour des élections apaisées. | Indicateur 2.1  Proportion de cas incidents signalés par la plateforme de veille situationnelle mise en place | 90% des cas signalé lors de l’élection présidentielle de 2015 | 100% des cas signalés | - 2020: 100 | La Valeur estimée dans la zone de mise en œuvre est de 9,39.  La valeur estimée dans la population totale d’enquête est de 5,14   (chiffre clé:9.39) |  |
| Indicateur 2.2  Nombre d’incidents sécuritaires signalée pendant les élections locales dans les zones cibles du projet | 2 cas de violences enregistrés à Divo lors des élections législatives | 0 cas de violence dans les zones cibles du projet |  | (chiffre clé:5) |  |
| Indicateur 2.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.1  Une plateforme de veille situationnelle avec l’appui technique des organisations de jeunes et de femmes pour des élections apaisées et transparentes est mise en place et fonctionnelle | Indicateur 2.1.1  Nombre d’organisations de jeunes et de femmes qui participent régulièrement au sein de la plateforme de veille | 07 (organisations membres de la précédente plateforme de 2015) | Toutes les OSC impliquées dans le processus électoral | - 2020: 10 | (chiffre clé:8) |  |
| Indicateur 2.1.2  Proportion de plaidoyers initiés par la Plateforme de veille par rapport aux cas référés | 0 | Au moins 90% de plaidoyers pour les cas référés | - 2020: 90 | (chiffre clé:100) |  |
| Indicateur 2.1.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.2  La Commission électorale indépendante est appuyée et promeut le dialogue et la paix | Indicateur 2.2.1  Nombre de personnel (par sexe) de la CEI qui ont la capacité renforcée sur le programme BRIDGE | 00 | Tout le personnel technique de la CEI |  |  |  |
| Indicateur 2.2.2  Proportion d’alertes reçues, traitées par la CEI | 0 | 80% des alertes reçues, traitées et/ou en cours de traitement | - 2020: 80 | (chiffre clé:100) |  |
| Indicateur 2.2.3  Nombre d’émissions radio réalisées par la CEI | 0 | Au moins 12 émissions radios sur la période de la campagne électorale |  |  |  |
| Produit 2.3 | Indicateur 2.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.3.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.4 | Indicateur 2.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.4.3 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 3**  La participation des femmes dans le processus électoral et leur représentativité dans les assemblées élues sont améliorées | Indicateur 3.1  Taux de participation des femmes dans le processus électoral | 49,52% | Au moins 60% des femmes inscrites sur la liste électoral participent au vote | - 2019: 60 - 2020: 60 | le pourcentage des femmes inscrites sur la liste électoral est passé de 42,52 à 62 (chiffre clé:62) | RAS |
| Indicateur 3.2  Pourcentage de Femmes Elues Locales par rapport au nombre total d’élus | 5% des maires élus | Au moins 10% de femmes maires | - 2020: 10 | 7,96% de femmes maires ET 3,22% de femmes conseillères régionales (chiffre clé:7.96) |  |
| Indicateur 3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.1  Le cadre légal relatif aux élections est révisé pour encourager la représentation des femmes | Indicateur 3.1.1  Nombre de séances de plaidoyers en faveur du projet de loi relatif à la promotion des droits politiques des femmes dans les assemblées élues. | 0 | Au moins 5 séances de plaidoyer organisées | - 2020: 5 | Instauration d'un dialogue entre les femmes leaders de l'opposition et celles du parti au pouvoir pour un appel a l'apaisement (chiffre clé:4) | RAS |
| Indicateur 3.1.2  Nombre de leaders communautaires, autorités préfectorales, les élus locaux qui sont mieux informés sur le rôle de la femme dans la prise de décision et leur rôle dans la prévention des violences en période électorale | 0 | 50 leaders | - 2020: 50 | 48 PERSONNES PRESENTES A L'ATELIER (chiffre clé:48) |  |
| Indicateur 3.1.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.2  Les capacités des femmes et des jeunes filles en leadership sont renforcées | Indicateur 3.2.1  Nombre de femmes et de jeunes filles qui ont les capacités renforcées en leadership | 0 | 100 femmes et jeunes filles coachées | - 2020: 100 | RAPPORT DE LA CEREMONIE DE LANCEMENT DE LA PEPINIERE DES JEUNES FILLES EN POLITIQUE (chiffre clé:192) |  |
| Indicateur 3.2.2  Nombre de cellules d’appuis aux femmes candidates créées | 0 | Au moins 1 cellule créée | - 2020: 1 | 2 cellules d'appui mise en place (chiffre clé:2) |  |
| Indicateur 3.2.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.3  La population et les partis politiques sont sensibilisés à la question de la violence à l’égard des femmes en politique | Indicateur 3.3.1  Nombre de sessions de campagnes organisées sur la question de la violence à l’égard des femmes en politique | 0 | 25 sessions de compagnes dont au moins une campagne dans chaque localité cible du projet | - 2020: 25 | CAMPAGNE DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION POUR DES ELECTIONS APAISEES (chiffre clé:8) | RAS |
| Indicateur 3.3.2  Document de stratégie élaboré et adopté | Non | Le document de stratégie élaborée et adoptée | - 2019: 1 - 2020: 1 | Consultante recrutée. Collecte des données en cours (chiffre clé:0) |  |
| Indicateur 3.3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.4 | Indicateur 3.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.4.3 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 4** | Indicateur 4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.1 | Indicateur 4.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.1.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.1.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.2 | Indicateur 4.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.3 | Indicateur 4.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.4 | Indicateur 4.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.4.3 |  |  |  |  |  |